N° 21-601-MIF au catalogue — N° 081
ISSN: 1707-0376
ISBN: 0-662-72192-6

Document de recherche

Le chevauchement démographique de l'agriculture et du milieu rural

par Ray D. Bollman, Statistique Canada

Division de l'agriculture
Immeuble Jean-Talon, 12e étage, Ottawa, K1A 0T6

Telephone: 1-800-465-1991

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Statistique Canada
Division de l'agriculture

Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural
Document de travail n° 81

Le chevauchement démographique de l'agriculture et du milieu rural

Janvier 2007

N° 21-601-MIF au catalogue

ISSN 1707-0376
ISBN 0-662-72192-6

Périodicité : Hors série

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 21-601-MIE)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 2007.
Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
A	excellent
B	très bon
C	bon
D	acceptable
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Sommaire

Dans les pays de l'OCDE, le « paysage humain » des régions à prédominance rurale n'est pas agricole, même si le paysage proprement dit peut être agricole. En moyenne, moins de 10 % de la population active des régions à prédominance rurale dans les pays de l'OCDE travaille en agriculture. Par conséquent, la politique agricole touche directement une minorité de la population rurale active, bien qu'elle puisse avoir des retombées sur d'autres personnes dans les services connexes et la collectivité.

De plus, la politique agricole n'est pas axée strictement sur les régions à prédominance rurale. En fait, près de la moitié des travailleurs agricoles de l'OCDE ont un emploi dans des régions intermédiaires ou à prédominance urbaine.

Étant donné que seulement une partie de la politique agricole — en fait, la moitié — s'applique aux régions à prédominance rurale et que cette politique touche moins de 10 % de la population active dans ces régions, il semble que le chevauchement démographique de l'« agriculture » et de la politique agricole, d'une part, et le « milieu rural » et la politique de développement rural, d'autre part, soit faible.

Document rédigé d'après un exposé présenté à l'Atelier de l'OCDE sur la cohérence des politiques agricoles et de développement rural, Bratislava, du 24 au 26 octobre 2005 et a été publié comme suit :

Bollman, Ray D. (2006). "The Demographic Overlap of Agriculture and Rural: Implications for the Coherence of Agricultural and Rural Policies." Chapter 3 in Dimitris Diakosavvas (ed.) **Coherence of Agricultural and Rural Development Policies** (Paris: OECD).

Table des matières

Sommaire		3
1	Introduction	5
2	Perspective historique : Quelle proportion de la population rurale de recensement au Canada vit dans une ferme de recensement?	7
3	Dans les pays de l'OCDE, quelle proportion de la population active des régions à prédominance rurale travaille en agriculture?	8
4	Dans les pays de l'OCDE, quelle proportion de la main-d'œuvre agricole travaille dans des régions à prédominance rurale?	10
5	L'intérêt du milieu rural dans l'agriculture	13
6	L'intérêt de l'agriculture dans le milieu rural	14
7	Si le rural s'intéresse peu à l'agriculture, où est donc son intérêt?	16
8	Conclusion	20

1 Introduction

L'étroit chevauchement du « milieu rural » et de l'« agriculture » qui existait traditionnellement est chose du passé, à tout le moins du point de vue démographique (ou de l'emploi). Dans le présent document, on traite de la nature évolutive de ce chevauchement.

- **Qu'est-ce que la ruralité?**

La distance et la densité définissent la ruralité. Une personne est « plus rurale » si elle doit franchir une longue distance pour avoir accès à des services ou à des marchés où elle peut vendre ses biens et ses services. En outre, les régions rurales sont définies en fonction de la faible densité de leur population, qui se traduit par l'absence d'« économies d'agglomération ». Par conséquent, les systèmes de production sont de plus petite envergure et généralement moins diversifiés, du fait que la main-d'œuvre disponible est réduite.

Comme la distance et la densité de la population définissent la ruralité, la **politique rurale** sera donc axée sur le prix de la distance[1] et le prix de la faible densité de la population (ou des faibles économies d'agglomération).

Il serait plus juste d'assimiler à la politique régionale les considérations liées aux facteurs autres que la distance et la densité de la population. D'ailleurs, les options stratégiques en matière de développement régional pour les régions à prédominance urbaine et pour les régions à prédominance rurale sont très similaires (sauf pour les aspects de distance et de densité qui définissent les régions à prédominance rurale).

- **Qu'est-ce que le développement?**

Dans de nombreux débats stratégiques à court terme ou à plus long terme, la croissance de l'emploi constitue l'un des aspects stratégiques clés du « développement »[2]. Par conséquent, le développement rural est mesuré d'après la création d'emplois dans les régions où il faut franchir une longue distance pour avoir accès aux services ou aux marchés et dans les régions à faible densité de population. De ce fait, la politique de développement rural s'articule autour d'initiatives stratégiques favorisant la création

1. Le prix de la distance comprendrait le coût en argent et le coût en temps liés au mouvement spatial des biens, des services et des gens. Plutôt que d'employer l'expression « prix de la distance », on pourrait parler du « coût socioéconomique de la distance ». On pourrait estimer le prix de la distance, pour ce qui est de la santé, en comparant la probabilité qu'une personne décède parce qu'elle a raté un examen de santé avec la probabilité qu'elle perde la vie dans un accident de voiture qui est survenu sur une route glacée en se rendant au même examen de santé.
2. Le choix de l'indicateur de réussite communautaire est important. Il dépend dans une certaine mesure de la personne à qui l'on s'adresse. Le professeur d'école peut préférer la croissance de la population provoquée par un afflux de jeunes familles, tandis que le vendeur de piscines peut privilégier une croissance en fonction des salaires. Divers facteurs sont liés à différentes mesures de réussite communautaire (Bollman, 1998).

d'emplois dans les régions à faible densité de population qui sont situées loin des marchés[3].

- **Qu'est-ce que l'agriculture?**

L'agriculture consiste à produire des aliments et des fibres. Par conséquent, la **politique agricole** sera orientée vers la production efficace d'aliments et de fibres, de façon à ce que cette activité demeure compétitive. Comme la production agricole varie selon les conditions climatiques et les fluctuations des prix à l'étranger, la politique agricole de certains pays vise également à stabiliser les prix aux ressources utilisées dans certains secteurs d'activité afin que ces ressources continuent d'être canalisées vers le secteur d'activité concurrentiel à long terme, plutôt que de subir à court terme le contrecoup des coûts transactionnels associés aux transferts entre les secteurs de production. Dans d'autres pays, les prix de certains produits sont subventionnés, parfois pour assurer l'autosuffisance à l'échelle nationale, parfois pour veiller à ce que le secteur de la transformation puisse compter sur des approvisionnements suffisants, et parfois pour atteindre l'objectif déclaré de faire en sorte que les agriculteurs jouissent d'un « niveau de vie équitable ».

- **Où est-ce que se situe le chevauchement ou le recoupement de l'agriculture et du milieu rural?**

Lorsqu'ils voient un panorama agricole, beaucoup d'observateurs songent au milieu rural. De même, de nombreux observateurs pensent « rural » lorsqu'ils ont à l'esprit un paysage agricole. Par le passé, il était raisonnable de faire de telles associations d'idées. Cependant, l'emploi dans d'autres secteurs que l'agriculture a crû dans les régions rurales au fil du temps. Parallèlement, grâce à la technologie des transports, les résidents — y compris les membres des familles agricoles — des régions rurales adjacentes à des zones métropolitaines ont pu avoir accès à des emplois dans les villes. Un bon nombre de familles agricoles sont loin d'être aussi « rurales » que jadis. En raison des progrès de la technologie des transports et de la diminution relative du prix du transport, une grande partie de la production agricole se fait désormais dans des régions qui ne sont pas rurales, c.-à-d. dans des régions où le prix de la distance par rapport à la ville n'est pas élevé. Ainsi, environ 20 % de la production agricole canadienne provenait des « grands centres urbains »[4] en 1996 (Lonmo, 1999).

---

3. On pourrait soutenir qu'à long terme, ce sont les « idées » qui se révèlent le facteur de développement (en matière d'emplois ou par rapport à d'autres résultats). Ainsi, le développement rural résiderait dans la génération d'idées constructives, qui produiraient les résultats souhaités, dans les secteurs qui sont éloignés des marchés et où la densité de population est faible. La politique de développement rural s'articulerait autour d'initiatives stratégiques visant à créer de nouvelles idées dans les secteurs à faible densité de population qui sont loin des marchés.
4. On entend par « grands centres urbains » les régions métropolitaines de recensement (RMR) et les « agglomérations de recensement » (AR) qui sont des secteurs fonctionnels du marché du travail constitués d'un noyau urbanisé de 100 000 habitants ou plus pour les RMR et de 10 000 à 99 999 habitants pour les AR. Les RMR et les AR comprennent les résidents des villes avoisinantes constituées en personne morale et les municipalités constituées en personne morale dont 50 % ou plus de la population active travaille dans le noyau urbanisé de la RMR ou de l'AR.

2 Perspective historique : Quelle proportion de la population rurale de recensement au Canada vit dans une ferme de recensement?

Selon la définition de l'expression « population rurale de recensement » (du Plessis et coll., 2001), qui désigne les personnes habitant à l'extérieur des centres de 1 000 habitants ou plus, la population rurale canadienne s'élève à quelque six millions d'habitants depuis la Seconde Guerre mondiale. En 1931, les deux tiers (67 %) de la population rurale de recensement vivait dans une ferme de recensement[5] (tableau 1). Il s'agissait d'une forte proportion, compte tenu du fait que le Canada rural comprenait également de nombreuses collectivités associées à la pêche ou à l'exploitation forestière ou minière. En 2001, 11 % de la population rurale de recensement au Canada habitait dans une ferme de recensement. Par conséquent, en 1931, la politique agricole touchait les deux tiers de la population rurale canadienne, comparativement à 11 % aujourd'hui.

Au Canada, la stabilisation du revenu agricole en vue de soutenir les agriculteurs constitue un volet important de la politique agricole. En 2001, environ la moitié (53 %) des fermes de recensement enregistraient des recettes agricoles brutes de moins de 50 000 $[6]. Les familles habitant dans ces fermes de recensement auraient reçu de très petits paiements du programme de stabilisation, puisque ces versements sont généralement fondés sur le niveau de production agricole[7]. Par conséquent, seulement la moitié environ des fermes de recensement auraient une taille suffisante pour bénéficier d'un paiement de stabilisation important, ce qui implique que le chevauchement démographique de l'agriculture et du secteur rural touche désormais moins de 10 % de la population rurale. Le « paysage humain » des régions rurales du Canada a donc subi un changement structurel au cours des 70 dernières années.

5. Une « ferme de recensement » est définie comme une exploitation agricole produisant pour la vente de produits agricoles.
6. Selon les taux de change en vigueur en octobre 2005, 50 000 $ CAN équivalaient à environ 43 000 $ US et à environ 35 000 euros.
7. En 2004, l'Enquête financière sur les fermes a révélé que 7 % des paiements de programmes gouvernementaux étaient versés à des fermes affichant des recettes brutes de moins de 50 000 $. (Calculé à partir du tableau 9 de Statistique Canada (2006).) Les paiements de programme sont généralement proportionnels à l'importance des recettes agricoles brutes, puisqu'ils reposent sur la production agricole. Fait intéressant, comme les paiements de programme sont plus élevés (par unité de recettes brutes) pour les fermes céréalières et comme celles-ci semblent se trouver au centre de la répartition des fermes par taille, les paiements de programme par dollar de recettes brutes sont inférieurs pour les grandes fermes (étant donné que celles-ci sont plus susceptibles d'être des fermes d'élevage, qui sont moins susceptibles de recevoir des paiements de programme) (Bollman, 1989; Statistique Canada, 2006).

Tableau 1 En 2001, seulement 11 % de la population rurale de recensement au Canada vivait dans une ferme de recensement

Date	Population totale (en millions d'habitants)	Population rurale de recensement (en millions d'habitants)	Population rurale de recensement vivant dans un ménage d'exploitant de ferme de recensement	
			Nombre (en millions d'habitants)	Pourcentage de la population rurale de recensement
1931	10,4	4,4	3,2	67
2001	29,9	6,1	0,7	11

Note : L'expression « population rurale de recensement » désigne l'ensemble des individus à l'extérieur des centres de 1 000 habitants ou plus.

Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 1931 et 2001.

3 Dans les pays de l'OCDE, quelle proportion de la population active des régions à prédominance rurale travaille en agriculture?

En 2001, dans les pays de l'OCDE pour lesquels nous disposons de données sur l'emploi selon le secteur et la région, seulement 9 % de la population active des régions à prédominance rurale[8,9] (voir les définitions dans l'encadré 1) travaillait en agriculture[10] (tableau 2). Autrement dit, 91 % de la population à prédominance rurale n'est pas directement touchée par la mise en œuvre des politiques agricoles.

La population active des régions à prédominance rurale qui travaille en agriculture ne représentait plus le tiers de la population active totale dans aucun pays de l'OCDE (figure 1). En fait, la population active des régions à prédominance rurale qui travaillait en agriculture dépassait 20 % dans seulement trois pays (Mexique, Grèce et Portugal).

---

8. Notre analyse porte sur les régions, et ce, pour un certain nombre de raisons. D'abord, à l'ère de la globalisation et de la localisation simultanées, certaines décisions importantes touchant le bien-être des gens relèvent désormais de sociétés ou d'organismes transnationaux, mais d'autres décisions importantes sont prises à l'échelon local (la qualité du cadre de vie, la qualité des établissements scolaires locaux, entre autres). Ensuite, il arrive souvent que les collectivités n'aient pas la capacité de gérer ces enjeux « locaux ». Par conséquent, il faut avoir une perspective régionale. Cependant, si la population locale ne s'identifie pas à une région particulière, il sera difficile de faire des progrès sur le plan de la politique régionale (Douglas, 1999).
9. Afin de simplifier les tableaux, on a regroupé les régions à prédominance urbaine ou intermédiaires (PUI) dans une seule et même catégorie (voir l'encadré A). Des tableaux plus détaillés peuvent être obtenus sur demande auprès de l'auteur. Certains analystes examinent la politique rurale en fonction des régions intermédiaires (p. ex. les analystes des Pays-Bas, du fait que l'OCDE ne classe aucune région des Pays-Bas comme étant à prédominance rurale). De l'aveu général, le paysage agricole occupe une place importante dans les régions PUI. Le « paysage » peut être agricole, mais il ne s'agit pas de régions rurales dans le sens où celles-ci ne sont *pas* éloignées des services ni des marchés urbains. À certains égards (p. ex. en ce qui touche l'approvisionnement en eau potable), les résidents des régions PUI ont des préoccupations communes à celles des résidents ruraux. Toutefois, les résidents des régions PUI ne sont pas ruraux en ce sens qu'ils ne sont ni éloignés des services urbains ni des marchés urbains.
10. « Agriculture » désigne la catégorie 1 de la Classification internationale type par industrie (CITI), qui comprend les emplois dans le secteur agricole (c.-à-d. dans des fermes) et les emplois dans les secteurs de l'exploitation forestière, de la pêche et de la chasse. Du fait que le terme « agriculture », tel qu'employé dans ce document, désigne la catégorie 2 de la CITI, on se trouve à exagérer un peu l'importance de l'agriculture dans des pays comme le Canada qui comptent un nombre important de travailleurs forestiers et de pêcheurs. Cependant, en exagérant l'importance de l'« agriculture », on biaise les résultats à l'encontre de l'argument voulant qu'il existe entre l'agriculture et le milieu rural un faible chevauchement démographique qui va en s'amenuisant.

Il convient également de noter que la proportion de la population des régions à prédominance rurale qui travaille en agriculture est en baisse dans presque tous les pays de l'OCDE. Au Canada, cette proportion est passée de 13 % en 1981 à 9 % en 2001. Ces observations indiquent que la vaste majorité des résidents ruraux ne sont pas touchés par la politique agricole[11].

Encadré 1 Définition des régions géographiques

Les régions sont classées au niveau territorial 3 (OCDE, 1994) dans trois types :

Régions à prédominance rurale : régions où plus de 50 % de la population habite dans une « collectivité rurale ».

Régions intermédiaires : régions où de 15 % à 50 % de la population habite dans une « collectivité rurale ».

Régions à prédominance urbaine : régions où moins de 15 % de la population habite dans une « collectivité rurale ».

Le terme **collectivité rurale** désigne une collectivité qui a une densité de population correspondant à moins de 150 habitants au kilomètre carré (moins de 500 habitants au kilomètre carré au Japon).

11. Nous reconnaissons ci-après (aux sections 5 et 7) que le secteur agricole peut produire des retombées positives pour les résidents ruraux. Nous reconnaissons en outre que les paiements versés au secteur agricole peuvent ne pas être entièrement dévolus au secteur agricole. Comme la vaste documentation sur les finances publiques l'a démontré, l'incidence (finale) d'une taxe ou d'une subvention dépend de l'élasticité de l'offre et de la demande pour le secteur. Par exemple, les fournisseurs d'intrants au secteur agricole peuvent prélever une partie de la subvention, tout comme les propriétaires de terres agricoles (en 2001, 37 % des terres agricoles au Canada n'appartenaient pas à l'exploitant). Dans le présent document, notre centre d'attention est simple (et précis) – nous établissons l'impact (initial) des subventions agricoles en observant l'emplacement géographique des personnes qui travaillent dans l'agriculture.

Tableau 2 Répartition de l'emploi selon le secteur et le type de région, dans 20 pays sélectionnés de l'OCDE[1], 2000

Type de région	Secteur		
	Agriculture (CITI=1)[2]	Tous les secteurs non agricoles (secteurs industriel et services)	Tous les secteurs
	Nombre (en millions d'habitants)		
Régions à prédominance urbaine ou intermédiaires	8	277	285
Régions à prédominance rurale	9	90	100
Tous les types de région	18	368	385
	Répartition de l'emploi en pourcentage selon le type de région (pourcentage par rangée)		
Régions à prédominance urbaine ou intermédiaires	3	97	100
Régions à prédominance rurale	9	91	100
Tous les types de région	5	95	100
	Répartition de l'emploi en pourcentage selon le type de région (pourcentage par colonne)		
Régions à prédominance urbaine ou intermédiaires	47	75	74
Régions à prédominances rurale	53	25	26
Tous les types de région	100	100	100

Notes : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

1. Les 20 pays inclus dans le calcul sont les suivants : Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse et États-Unis.
2. CITI (Classification internationale type par industrie) = 1 (comprend l'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche).

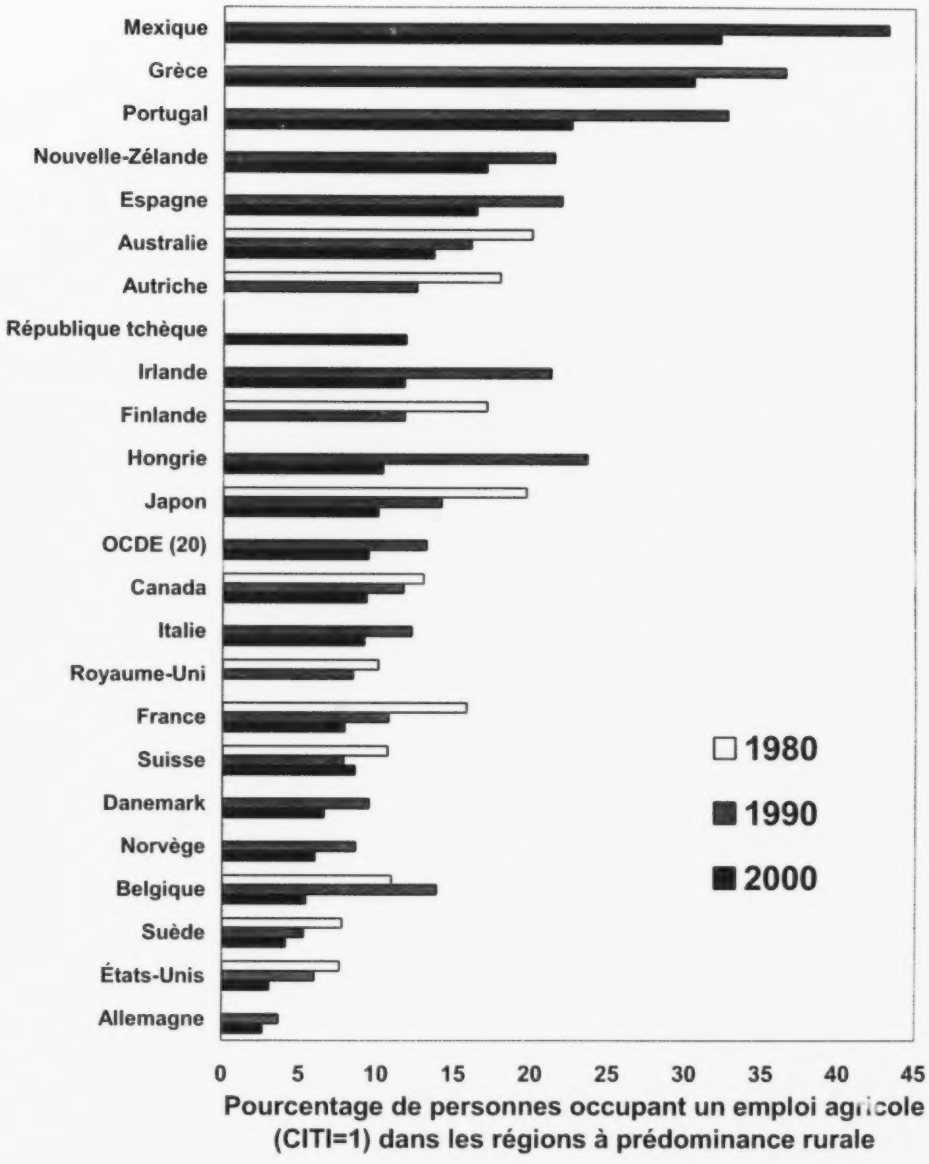
Source : Base de données territoriales de l'OCDE.

4 Dans les pays de l'OCDE, quelle proportion de la main-d'œuvre agricole travaille dans des régions à prédominance rurale?

Dans les pays de l'OCDE, la moitié (53 % en 2000) de la main-d'œuvre agricole travaille dans des régions à prédominance rurale, alors que l'autre moitié occupe un emploi dans des régions intermédiaires ou à prédominance urbaine (tableau 2). En Finlande, 84 % de la main-d'œuvre agricole travaillait dans des régions à prédominance rurale et seulement 16 % dans des régions intermédiaires ou à prédominance urbaine en 2000 (figure 2). En revanche, il n'y a pas de régions à prédominance rurale aux Pays-Bas. En effet, dans ce pays, la main-d'œuvre agricole est répartie entre les régions intermédiaires (19 %) et les régions à prédominance urbaine (81 %). Par conséquent, la politique agricole ne touche pas exclusivement les régions à prédominance rurale. Dans les régions intermédiaires ou à prédominance urbaine des pays de l'OCDE, la politique agricole est appliquée dans une proportion d'environ la moitié[12].

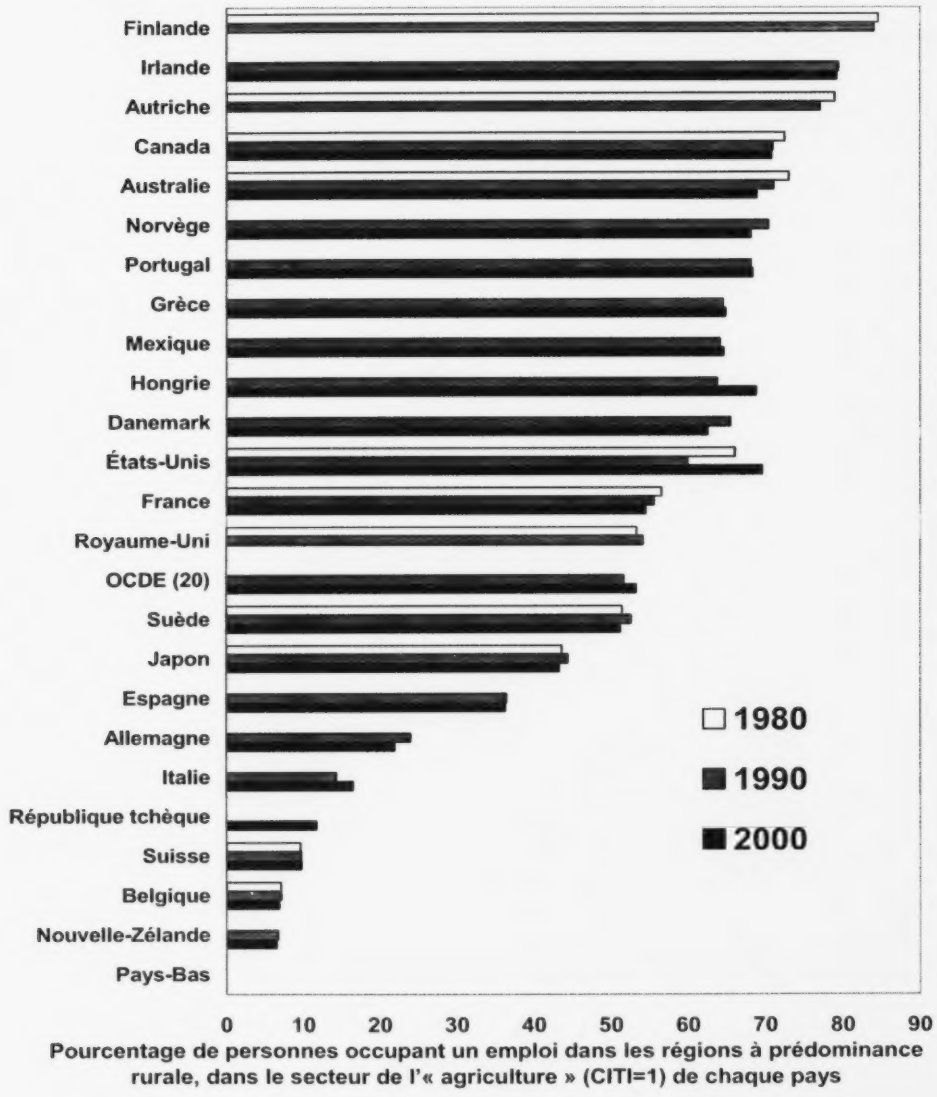
12. Ce constat ouvre la porte à une analyse de la cohérence de la politique relative à la production agricole par rapport à la politique de développement des régions métropolitaines. N'oubliez pas la mise en garde de la note de bas de page précédente portant sur les retombées positives possibles qui peuvent être produites par le secteur agricole.

Figure 1 Dans les régions à prédominance rurale des pays de l'OCDE, 9 % de la main-d'œuvre travaille en « agriculture »



Note : « OCDE (20) » désigne les 20 pays pour lesquels on disposait de données sur l'emploi selon le secteur et la région en 1990 et 2000.
Source : Base de données territoriales de l'OCDE.

Figure 2 Dans les pays de l'OCDE, la moitié de la main-d'œuvre agricole travaille dans des régions à prédominance rurale et l'autre moitié, dans des régions intermédiaires ou à prédominance urbaine



Note : « OCDE (20) » désigne les 20 pays pour lesquels on disposait de données sur l'emploi selon le secteur et la région en 1990 et 2000.
Source : Base de données territoriales de l'OCDE.

5 L'intérêt du milieu rural pour l'agriculture

Le développement rural, aux fins de notre propos, fait référence à la croissance de l'emploi dans les secteurs à faible densité de population qui sont éloignés de la ville. Par conséquent, l'intérêt du milieu « rural » pour l'« agriculture » réside dans la capacité du secteur agricole de créer des emplois ruraux. Dans l'ensemble de l'OCDE, la main-d'œuvre agricole se contracte. Dans les régions à prédominance rurale, la main-d'œuvre agricole a diminué de 2,3 % par année durant les années 1990 (tableau 3); par conséquent, le secteur agricole ne crée pas d'emplois en agriculture.

Cependant, certaines entreprises agricoles exploitent également des entreprises non agricoles. Selon Bollman (1998), environ 15 % des fermes de recensement au Canada exploitent également une entreprise non agricole. Le développement rural, qui fait référence à la création d'emplois ruraux, aurait donc un intérêt pour les exploitations agricoles qui créent des emplois dans des entreprises non agricoles. Un atelier de réparation de machines ou un salon de coiffure exploité par un membre de la famille peut être considéré comme une entreprise non agricole située dans une ferme de recensement. Cette situation peut avoir ou non une incidence importante sur le nombre d'emplois dans une région à prédominance rurale donnée[13].

Selon l'OCDE (2001), les stratégies de développement régional devraient prévoir investir dans des éléments sous-utilisés ou valoriser ceux-ci. Le paysage agricole offre une possibilité. Par conséquent, un intérêt possible du « milieu rural » pour l'« agriculture » réside dans l'amélioration d'un paysage agricole qu'on peut valoriser pour créer des emplois ruraux dans le secteur touristique. Cependant, dans certains pays, le paysage agricole constitue une proportion relativement faible du patrimoine rural. Au Canada, par exemple, les touristes sont moins attirés par les panoramas agricoles qu'ils le sont par les montagnes, la toundra, les icebergs, les aurores boréales, l'observation des baleines, les lacs dont l'eau est limpide, les ours polaires et les rapides aux eaux tumultueuses. Par conséquent, dans certains pays, l'intérêt pour les paysages agricoles ne touche qu'une petite partie de l'ensemble du patrimoine rural.

On peut soutenir que le paysage agricole à proximité des villes (il ne s'agit pas, rappelons-le, d'un paysage agricole « rural » puisqu'il n'est pas éloigné des services urbains ni des « consommateurs » urbains [éventuels] du paysage agricole) serait censé avoir plus de valeur (c.-à-d. valoir plus par hectare), la demande étant créée par un grand nombre de consommateurs urbains jouissant d'un accès relativement facile.

---

13. Au Canada, 9 % de la main-d'œuvre dans les régions à prédominance rurale travaille en agriculture (figure 1). La situation au Canada ressemble à celle observée aux États-Unis en ce sens qu'il existe une constante historique : environ 1,4 travailleur par ferme de recensement (Kislev et Peterson, 1982). En supposant que les 15 % de fermes de recensement ayant une entreprise non agricole aient chacune créé deux emplois non agricoles, la contribution à la main-d'œuvre non agricole dans les régions à prédominance rurale au Canada serait de 0,09 travailleur agricole par emploi rural non agricole divisé par 1,4 travailleur agricole par ferme de recensement, multiplié par 0,15 entreprise non agricole par ferme de recensement, multiplié par deux emplois non agricoles par entreprise non agricole = 0,02 (2 %) de la main-d'œuvre non agricole. Par conséquent, en moyenne, l'incidence des fermes de recensement ayant des entreprises non agricoles sur l'emploi non agricole est faible.

Dans certains pays, le centre d'intérêt pour la politique agricole se déplace vers le paysage agricole au détriment de la production agricole. Diakosavvas (2005) affirme que, dans l'ensemble de l'OCDE, environ 90 % de l'ESP (estimation du soutien aux producteurs) est lié au niveau de production agricole[14]. Par conséquent, bien que, dans le cadre des initiatives de développement rural, on s'intéresse de plus en plus à l'amélioration du paysage dans une optique de valorisation, ce changement d'orientation est loin d'être chose faite. En outre, comme il est indiqué ci-dessus, le paysage agricole n'est qu'un des multiples éléments du patrimoine rural que la politique de développement rural peut valoriser.

Les emplois résultant de la valorisation d'un paysage agricole peuvent être classés dans le secteur de l'agriculture (par exemple, dans le cas d'une exploitation agricole qui offre le gîte et couvert) ou dans un autre secteur (par exemple, si un forfaitiste organise des randonnées à bicyclette pour admirer le paysage agricole les fins de semaines). Peu importe le secteur, ces emplois sont attribuables au paysage agricole. Les emplois créés dans les régions à prédominance rurale seront considérés comme des emplois ruraux, tandis que ceux créés dans les régions intermédiaires ou à prédominance urbaine seront réputés être urbains.

Tableau 3 Diminution de l'emploi dans le secteur agricole selon le type de région de certains pays de l'OCDE[1], 1990 à 2000

	Agriculture	Secteur industriel	Services	Tous les secteurs
	Taux annualisé de croissance de l'emploi (en pourcentage)			
Régions à prédominance urbaine	-3.0	-0.8	1.7	0.9
Régions intermédiaires	-2.9	-0.1	1.8	1.0
Régions à prédominance rurale	-2.3	0.5	1.9	1.0
Toutes les régions	-2.6	-0.2	1.8	1.0

Note : Par « certains pays de l'OCDE », on entend les 20 pays pour lesquels on disposait de données sur l'emploi selon le secteur et la région en 1990 et 2000.

Source : Base de données territoriales de l'OCDE.

6 L'intérêt de l'agriculture pour le milieu rural

Le lien entre l'« agriculture » en tant que production compétitive de biens et services agricoles et le milieu rural peut être envisagé sous deux aspects :

i. être moins rural impliquerait que les biens et services agricoles sont produits plus près d'un marché;
ii. être plus rural impliquerait que les biens et services agricoles sont produits à un coût moindre en raison du prix moins élevé des terres et

14. Ce pourcentage tient compte des mesures de soutien des prix et des paiements fondés sur la production, l'utilisation de facteurs de production, la superficie cultivée ou le nombre d'animaux.

du fait qu'on se soucie moins des facteurs externes de pollution (pollution par le bruit, pollution olfactive, pollution de l'eau, éclairage à l'extérieur des serres, entre autres).

Abstraction faite de la définition du mot « agriculture », qui réfère à la production efficace de denrées, il convient de noter que les familles agricoles du milieu rural manifestent un intérêt. Plus précisément, certaines entreprises agricoles efficaces n'ont pas besoin d'un exploitant à temps plein toute l'année. Par conséquent, certains exploitants se trouvent un emploi hors ferme, afin de maximiser leur revenu professionnel, plutôt que de se doter d'une entreprise agricole secondaire. De même, les fermes n'offrent pas toutes du travail à temps plein toute l'année à tous les membres de la famille qui désirent travailler. C'est pourquoi certains membres de la famille choisissent d'aller travailler à l'extérieur de la ferme.

De façon générale, les exploitants agricoles qui occupent un emploi hors ferme ont un revenu plus élevé[15]. Fait intéressant, dans les années 1980, les agriculteurs canadiens ont semblé prendre ce virage plus facilement que leurs collègues américains qui, par ailleurs, l'ont vraisemblablement pris plus aisément que leurs collègues européens. Dans le cas des exploitants des fermes classées selon la taille de la marge brute normalisée[16], les exploitants de ferme au Canada étaient plus susceptibles que leurs collègues américains d'exercer un emploi à l'extérieur de la ferme[17]. En revanche, quelle que soit la taille de leur exploitation, les exploitants américains étaient plus susceptibles que ceux de l'Union européenne d'occuper un emploi à l'extérieur de la ferme (Fuller et Bollman, 1992). Les exploitants de grandes exploitations agricoles étaient moins susceptibles de travailler à l'extérieur de la ferme (ou, si l'on préfère, les personnes travaillant à l'extérieur de la ferme étaient plus susceptibles d'exploiter une petite exploitation).

La même conclusion générale s'appliquait aux conjointes des exploitants agricoles. Les conjointes des exploitants de ferme de recensement au Canada étaient plus susceptibles d'occuper un emploi à l'extérieur de la ferme que les conjointes des exploitants agricoles américains qui, par ailleurs, étaient plus susceptibles de travailler à l'extérieur de la ferme que les conjointes de leurs collègues européens. Toutefois, au Canada, aux États-Unis et en Europe, le fait que la conjointe de l'exploitant agricole occupe un emploi à l'extérieur de la ferme ne semblait pas lié à la taille de l'exploitation.

---

15. Bollman (1991) a démontré que les exploitants qui tirent de l'agriculture la moitié de leur revenu professionnel et l'autre moitié, de leurs gains professionnels hors ferme, affichent un revenu professionnel total inférieur à ceux des exploitants ayant un faible revenu agricole ou ayant un revenu hors ferme peu élevé. Par conséquent, le partage 50-50 entre le travail dans la ferme et le travail hors ferme semble correspondre à une répartition moins efficace du temps de l'exploitant (dans le sens où le revenu professionnel total est plus faible).
16. Pour calculer la marge brute type, on soustrait certaines dépenses du revenu agricole brut.
17. Selon Agriculture et Agroalimentaire Canada (2005, p. 75), moins de 50 % des exploitants de ferme de recensement ayant un seul exploitant occupaient un emploi hors ferme et les exploitants principaux de l'ensemble des fermes de recensement aux États-Unis étaient plus susceptibles (plus de 50 %) de déclarer un tel travail. Nous soupçonnons que la plus forte proportion d'exploitants de ferme de recensement aux États-Unis ayant déclaré un emploi hors ferme est attribuable, du moins en partie, au fait que les exploitants des petites fermes de recensement étaient plus susceptibles de signaler un tel emploi et qu'une plus forte proportion des fermes de recensement américaines sont « petites ». Environ la moitié des fermes de recensement aux États-Unis ont un revenu brut de moins de 10 000 $ US, tandis qu'environ le quart des fermes de recensement au Canada affichent un revenu brut inférieur à 10 000 $ US (Whitener et coll., 1995).

Si le bien-être socioéconomique des familles agricoles prend le dessus sur l'agriculture et la politique agricole, ces familles ont un intérêt pour le développement rural et les politiques de développement rural ainsi que pour la création d'emplois ruraux. Il ne faut pas oublier, cependant, que les chiffres de dénombrement démographique des familles agricoles dans les régions à prédominance rurale sont faibles.

7 Si le milieu rural s'intéresse peu à l'agriculture, où est donc son intérêt?

Comme il est indiqué ci-dessus, si le développement rural est mesuré d'après la croissance de l'emploi à un endroit éloigné d'un centre de service ou de marché, le secteur du développement rural, par conséquent, ne semble guère s'intéresser à l'agriculture du fait que cette activité ne crée pas d'emplois[18]. Où est donc l'intérêt du milieu rural ?

Le prix du transport des marchandises diminue en termes réels (c.-à-d. par rapport au niveau des prix en général mesuré selon l'Indice des prix à la consommation ou le déflateur implicite des prix du PIB) (Bollman et Prud'homme, 2006; Glaeser et Kohlase, 2004). Par conséquent, les régions rurales deviennent plus concurrentielles dans le domaine de la fabrication (Beshiri, 2001). Au Canada, les usines vont s'installer dans les régions rurales adjacentes à des régions métropolitaines (Baldwin et coll., 2001). Par conséquent, la fabrication demeure, dans les régions à prédominance rurale, le secteur d'exportation qui est le plus susceptible de se révéler le pilier du futur développement rural (Freshwater, 2003). Il y a lieu de noter que dans les années 1990, dans l'ensemble des régions à prédominance rurale (dans les 20 pays de l'OCDE pour lesquels on disposait de données sur l'emploi selon le secteur et la région), la croissance de l'emploi dans le « secteur industriel »[19] a été de 0,5 % par année, alors que l'emploi dans ce secteur a diminué dans les régions intermédiaires ou à prédominance urbaine (tableau 3). Les pays n'ont pas tous signalé, dans les années 1990, une croissance de l'emploi dans le secteur industriel dans les régions à prédominance rurale. Environ la moitié des régions ont signalé une croissance et environ la moitié ont indiqué une baisse de l'emploi dans le secteur « industriel » des régions à prédominance rurale (figure 3).

Un volet important de la fabrication consiste à ajouter de la valeur aux produits alimentaires ou fibreux. Ce constat invite à jeter un coup d'œil à l'intérêt du milieu rural pour les secteurs liés à l'agriculture. Selon la définition d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire comprend la production de facteurs de production agricole, l'agriculture primaire, la transformation des aliments, le commerce de gros ou de détail des produits agricoles ou alimentaires (y compris les épiceries) et la restauration (restaurants et débits de boisson) (Keith, 2003). Par conséquent, le champ de l'analyse du chevauchement du milieu rural et de l'agriculture peut être étendu à l'agroalimentaire.

---

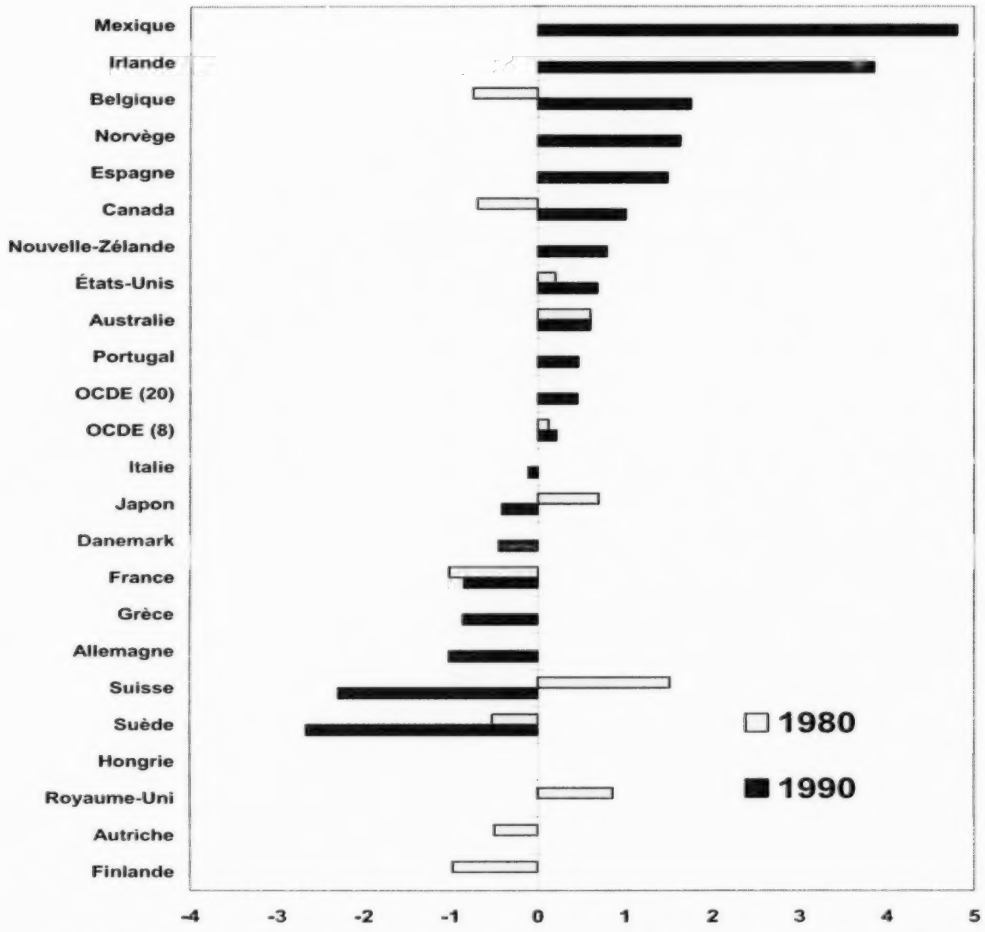
18. Il est admis que la croissance de la production agricole peut permettre de créer des emplois dans d'autres secteurs (dans les secteurs de camionnage et de la transformation des produits alimentaires, par exemple).
19. La fabrication est la principale composante du « secteur industriel », mais il est possible que cette activité ne soit pas génératrice d'emplois dans ce secteur.

Au Canada, entre 1981 et 2001, on a observé une hausse de l'emploi dans le secteur de la transformation des aliments dans les régions à prédominance rurale (légèrement, de 6 000 emplois ou 0,4 % par année, en moyenne) (tableau 4). Par conséquent, le volet fabrication de l'agriculture plus le volet agroalimentaire ont apporté une contribution positive au développement rural (c.-à-d. à la croissance de l'emploi en milieu rural) au Canada au cours des deux dernières décennies des années 1990.

En outre, on a enregistré une hausse de l'emploi dans le secteur du commerce (de gros ou de détail) des produits agricoles ou alimentaires, tant dans les régions urbaines que dans les régions rurales, et ce, à peu près au même rythme — 1,6 % par année — de 1981 à 2001. De même, l'emploi dans le secteur de la restauration (restaurants et débits de boisson) a progressé à peu près à la même cadence dans les régions urbaines et les régions rurales, soit de 3,4 % et de 3,8 % par année, respectivement. La croissance observée dans le secteur de la restauration est peut-être attribuable en partie au tourisme. Selon Beshiri (2005, figure 2), la croissance de l'emploi dans le secteur touristique de 1996 à 2003 a été légèrement supérieure dans les régions à prédominance rurale, comparativement aux régions intermédiaires ou à prédominance urbaine.

Ainsi, la transformation des aliments et la restauration — en raison de la croissance du tourisme en milieu rural — sont les deux composantes du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui contribuent au développement rural, c'est-à-dire à la création d'emplois ruraux.

Figure 3 Dans les années 1990, l'emploi dans le « secteur industriel »[1] a crû dans la région à prédominance rurale moyenne des pays de l'OCDE



Notes : « OCDE (20) » désigne les 20 pays pour lesquels on disposait de données sur l'emploi par secteur et par région en 1990 et 2000.
« OCDE 8 » désigne les huit pays pour lesquels on disposait de données sur l'emploi selon le secteur et la région en 1980, 1990 et 2000.
On ne disposait pas de données pour les années 1990 dans le cas du Royaume-Uni, de l'Autriche et de la Finlande.
1. Le « secteur industriel » comprend CITI 2 (exploitation minière ou pétrolière); CITI 3 (fabrication); CITI 4 (services d'utilité publique); CITI 5 (construction).

Source : Base de données territoriale de l'OCDE.

Tableau 4 Répartition de l'emploi selon le secteur et le type de région, Canada, 1981 à 2001

Année	Agriculture	Secteurs agroalimentaires				Agriculture et agroalimentaire (total partiel)	Total
		Transformation des aliments	Commerce (de gros ou de détail) des produits agricoles et alimentaires	Services de restauration	Tous les secteurs agroalimentaires[1] (total partiel)		
	Nombre de personnes occupées (en milliers)						
	Régions à prédominance urbaine ou intermédiaires						
1981	143	193	322	332	877	1,021	8,274
2001	146	166	439	643	1,260	1,405	11,060
	Régions à prédominance rurale						
1981	344	67	154	122	361	705	3,603
2001	311	73	211	256	548	859	4,517
	Tous les types de région						
1981	487	260	476	455	1,238	1,725	11,877
2001	456	240	650	899	1,808	2,264	15,576
	Répartition de l'emploi en pourcentage selon le secteur et le type de région (en pourcentage par rangée)						
	Régions à prédominance urbaine ou intermédiaires						
1981	2	2	4	4	11	12	100
2001	1	2	4	6	11	13	100
	Régions à prédominance rurale						
1981	10	2	4	3	10	20	100
2001	7	2	5	6	12	19	100
	Tous les types de région						
1981	4	2	4	4	10	15	100
2001	3	2	4	6	12	15	100
	Répartition de l'emploi selon le type de région et le secteur (pourcentage par colonne)						
	Régions à prédominance urbaine ou intermédiaires						
1981	29	74	68	73	71	59	70
2001	32	69	68	72	70	62	71
	Régions à prédominance rurale						
1981	71	26	32	27	29	41	30
2001	68	31	32	28	30	38	29
	Régions à prédominance rurale						
1981	100	100	100	100	100	100	100
2001	100	100	100	100	100	100	100
	Taux annualisé de croissance de l'emploi (en pourcentage)						
	Régions à prédominance urbaine ou intermédiaires						
1981 à 2001	0.1	-0.7	1.6	3.4	1.8	1.6	1.5
	Régions à prédominance rurale						
1981 à 2001	-0.5	0.4	1.6	3.8	2.1	1.0	1.1
	Tous les types de région						
1981 à 2001	-0.3	-0.4	1.6	3.5	1.9	1.4	1.4

Notes : Dans ce tableau, l'emploi est réparti entre les secteurs selon la Classification type des industries (CTI) de 1980. Le secteur « agriculture » comprend les emplois (autonomes ou rémunérés) dans des fermes et dans les services liés à l'agriculture et diffère quelque peu de ce qui constitue le secteur de référence ailleurs dans le présent document (c.-à-d. « agriculture – CITI = 1 »).

1. « Tous les secteurs agroalimentaires » comprend de petits secteurs non mentionnés (c.-à-d. les emplois dans le domaine des facteurs de production agricole).

Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 1981 à 2001.

8 Conclusion

Dans les pays de l'OCDE, le « paysage humain » des régions à prédominance rurale n'est pas agricole, même si le paysage proprement dit peut être agricole. Une grande majorité de la main-d'œuvre rurale travaille dans d'autres secteurs que l'agriculture. En 2000, la part de la population des régions à prédominance rurale qui travaillait en agriculture ne représentait plus le tiers de la population totale de ces régions dans aucun pays de l'OCDE. En moyenne, moins de 10 % de la main-d'œuvre dans les régions à prédominance rurale des pays de l'OCDE travaille en agriculture. Par conséquent, la politique agricole touche directement une petite partie de la main-d'œuvre rurale.

En outre, l'agriculture n'est pas strictement une entreprise rurale. En fait, environ la moitié des travailleurs agricoles de l'OCDE occupent un emploi dans des régions intermédiaires ou à prédominance rurale. Par conséquent, l'agriculture ne se limite pas au milieu rural. La politique agricole n'est pas orientée exclusivement vers les régions à prédominance rurale.

Références bibliographiques

Agriculture et Agroalimentaire Canada. (2005). **Recueil de données sur les questions de revenu agricole,** Ottawa, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Baldwin, John R., W. Mark Brown et Tara Vinodrai. (2001). **Dynamique du secteur canadien de la fabrication dans les régions métropolitaines et rurales,** Ottawa, Document de recherche n° 169 de la Direction des études analytiques, produit n° 11F0019MIF00169 au catalogue (www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=11F0019M&CHROPG=1).

Beshiri, Roland. (2001). « Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada : le secteur manufacturier », **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes au Canada**, vol. 2, n° 8, Ottawa, Statistique Canada, produit n° 21-006-XIF au catalogue (www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1).

Beshiri, Roland. (2005). « L'emploi lié au tourisme dans les régions rurales du Canada », **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes au Canada**, vol. 5, n° 8, Ottawa, Statistique Canada, produit n° 21-006-XIF au catalogue (www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1).

Bollman, Ray D. (1989). « Who Receives Farm Government Payments? », **Revue canadienne d'agroéconomie,** vol. 37, n° 3 (novembre), p. 351 à 378.

Bollman, Ray D. (1991). « Efficiency Aspects of Part-time Farming », dans M. C. Hallberg, Jill L. Findeis et Daniel A. Lass, **Multiple Jobholding among Farm Families,** Ames, Iowa State University Press, p. 112 à 139.

Bollman, Ray D. (1998). « Agricultural Statistics for Rural Development », dans Holland, Theresa E. et Van den Broecke, Marcel P.R. (éd.), **Agricultural Statistics 2000: An International Conference on Agricultural Statistics,** Voorburg, Pays-Bas, International Statistical Institute, p. 29 à 41.

Bollman, Ray D. (1999). « Les facteurs associés à la croissance économique locale », **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada**, vol. 1, n° 6, Ottawa, Statistique Canada, produit n° 21-006-XIF au catalogue (www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1).

Bollman, Ray D. et Marc Prud'homme. (2006). « Tendances des prix de la ruralité », **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada,** Ottawa, Statistique Canada, produit n° 21-006-XIF au catalogue (www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1).

Diakosavvas, Dimitris. (2005). « Evolution of Agricultural Policies in OECD Countries and Implications for Rural Development », Document présenté à l'Atelier de

l'OCDE sur la cohérence des politiques agricoles et de développement rural », Bratislava, du 24 au 26 octobre 2005.

Douglas, David J.A. (1999). « The New Rural Region: Consciousness, Collaboration and New Challenges and Opportunities for Innovative Practice », chapitre 2 dans William Ramp, Judith Kulig, Ivan Townshend et Virginia McGovern (éd.), **Health in Rural Settings : Contexts for Action,** Lethbridge, Université de Lethbridge, p. 39 à 60.

du Plessis, Valerie, Roland Beshiri, Ray D. Bollman et Heather Clemenson. (2001). « Définitions de « rural », **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada**, vol. 3, n° 3, Ottawa, Statistique Canada, produit n° 21-006-XIF au catalogue (www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1).

Freshwater, David. (2003). « Will manufacturing remain the pillar of rural development? », dans **The Future of Rural Policy: From Sectoral to Place-based Policies in Rural Areas,** Paris, OCDE, p. 99 à124.

Fuller, Anthony et Ray Bollman. (1992). « Pluriactivity Among Farm Families: Some West European, US and Canadian Comparisons », dans I.R. Bowler, C.F. Bryant et M.D. Nellis (éd.), **Contemporary Rural Systems in Transition: Volume 2, Economy and Society,** Wallingford, R.-U., CAB International, p. 201 à 212.

Glaeser, Edward L. et Janet E. Kohlase. (2004). « Cities, regions and the decline of transport costs », **Papers in Regional Science: Journal of the Regional Science Association International,** vol. 83. n° 1, p. 197 à 228.

Keith, Barbara. (2003). « Au-delà de l'agriculture proprement dite : l'emploi dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans les régions rurales et urbaines du Canada », **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada** vol. 4, n° 8, Ottawa, Statistique Canada, produit n° 21-006-XIF au catalogue (www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1).

Kislev, Yoav et Willis Peterson. (1982). « Prices, Technology and Farm Size », **Journal of Political Economy**, vol. 90, n° 3 (juin), p. 578 à 595.

Lonmo, Charlene. (1999). « Bovins, cultures et régions urbaines », **Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne,** Ottawa, Statistique Canada, produit n° 96-325 au catalogue, p. 245 à 250.

OCDE. (1994). **Créer des indicateurs ruraux pour étayer la politique territoriale,** Paris, Organisation de coopération et de développement économiques.

OCDE. (2001). **Perspectives territoriales de l'OCDE 2001,** Paris, Organisation de coopération et de développement économiques.

Statistique Canada. (2006). **Enquête financière sur les fermes – 2005** Ottawa, Statistique Canada, produit n° 21F0008 au catalogue (www.statcan.ca/cgi-bin/listpub_f.cgi?catno=21F0008XIB2005001).

Whitener, Leslie, Ray D. Bollman et Fu Lai Tung. (1995). « Trends and Patterns in Farm Structural Change: A Canada – U.S. Comparison », **Revue canadienne d'économie rurale** (Numéro spécial – **Farms, Farm Families and Farming Communities,**) p. 15 à 28.

Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural

(* La *Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural* est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page d'*accueil* de Statistique Canada, sélectionnez *Publications* et sous *Publications Internet gratuites*.

N° 1	(21-601-MPF1980001)	**Description de la méthode Theil de prévision de l'erreur quadratique moyenne pour la statistique agricole (1980)**, Stuart Pursey
N° 3	(21-601-MPF1981003)	**Examen du Projet de l'estimation du bétail et recommandations de mesures à prendre (1981)**, Bernard Rosien et Elizabeth Leckie
N° 4	(21-601-MPF1984004)	**Le secteur canadien des oléagineux : vue d'ensemble (1984)**, Glenn Lennox
N° 5	(21-601-MPF1984005)	**Analyse préliminaire de la contribution des paiements directs du gouvernement dans le revenu agricole net réalisé (1984)**, Lambert Gauthier
N° 6	(21-601-MPF1984006)	**Les caractéristiques des exploitants entrant en agriculture et leurs entreprises au sud de l'Ontario pour la période 1966 à 1976 (1984)**, Jean B. Down
N° 7	(21-601-MPF1984007)	**Sommaire des programmes d'aide à la production agricole aux États-Unis (1984)**, Allister Hickson
N° 8	(21-601-MPF1984008)	**Intensité de la pratique de la jachère dans les Prairies : Une analyse des données du recensement de 1981 (1984)**, Les Macartney
N° 9	(21-601-MPF1985009)	**Évolution de la structure du secteur porcin au Canada (1985)**, Mike Shumsky
N° 10	(21-601-MPF1986010)	**Révisions au traitement des loyers de maisons imputés dans les comptes de fermes canadiennes, 1926-1979 (1986)**, Mike Trant
N° 11	(21-601-MPF1992011)	**L'estimateur par le quotient : explication intuitive et utilisation pour estimer les variables agricoles (1992)**, François maranda et Stuart Pursey
N° 12	(21-601-MPF1991012)	**L'effet de la distortion géographique causée par la règle de l'emplacement (1991)**, Rick Burroughs
N° 13	(21-601-MPF1991013)	**La qualité des données agricoles : forces et faiblesses (1991)**, Stuart Pursey
N° 14	(21-601-MPF1992014)	**Autres cadres d'examen des données rurales (1992)**, A.M. Fuller, Derek Cook et Dr. John Fitzsimons
N° 15	(21-601-MPF1993015)	**Tendances et caractéristiques relatives aux régions rurales et aux petites villes du Canada (1993)**, Brian Bigs, Ray Bollman et Michael McNames
N° 16	(21-601-MPF1992016)	**La microdynamique et l'organisation économique de la famille agricole dans le changement structurel en agriculture (1992)**, Phil Ehrensaft et Ray Bollman
N° 17	(21-601-MPF1993017)	**Consommation de céréales et de graines oléagineuses par le bétail et la volaille, Canada et provinces, 1992**, Section du bétail et des produits d'origine animale
N° 18	(21-601-MPF1994018)	**Changements structurels dans le domaine agricole - Étude comparative des tendances et des modèles observés au Canada et aux États-Unis**, Ray Bollman, Leslie A. Whitener et Fu Lai Tung
N° 19	(21-601-MPF1994019)	**Revenu total de la famille agricole selon le type d'exploitation et la taille de celle-ci, et selon la région, en 1990 (1994)**, Saiyed Rizvi, David Culver, Lina Di Piétro et Kim O'Connor
N° 20	(21-601-MPF1991020)	**L'adaptation dans le secteur agricole au Canada (1994)**, George McLaughlin
N° 21	(21-601-MPF1993021)	**Microdynamique de la croissance et de la décroissance des exploitations agricoles : une comparaison Canada - États-Unis**, Fred Gale et Stuart Pursey
N° 22	(21-601-MPF1992022)	**Les structures des gains des ménages agricoles en Amérique du Nord - Positionnement pour la libéralisation des échanges**, Leonard Apedaile, Charles Barnard, Ray Bollman et Blaine Calkins
N° 23	(21-601-MPF1992023)	**Secteur de la pomme de terre : comparaison entre le Canada et les États-Unis**, Glenn Zepp, Charles Plummer et Barbara McLaughlin
N° 24	(21-601-MPF1994024)	**Étude comparative des données américaines et canadiennes sur la structure des fermes**, Victor J. Oliveira, Leslie A. Whitener et Ray Bollman
N° 25	(21-601-MPF1994025)	**Méthodes statistiques de la Sous-section de la commercialisation des grains, document de travail, version 2**, Karen Gray
N° 26	(21-601-MPF1994026)	**Rendement des exploitations agricoles : Estimations établies à partir de la base de données complètes sur les exploitations agricoles**, W. Steven Danford
N° 27	(21-601-MPF1994027)	**La mesure de l'emploi touristique dans les régions rurales**, Brian Biggs

Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural (suite)

(* La *Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural* est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page d'*accueil* de Statistique Canada, sélectionnez *Publications* et sous *Publications Internet gratuites*.

N° 28*	(21-601-MIF1995028)	**Délimitation de l'écoumène agricole canadien de 1991**, Timothy J. Werschler
N° 29	(21-601-MPF1995029)	**Étude cartographique de la diversité des économies rurales : une typologie préliminaire du Canada rural**, Liz Hawkins
N° 30*	(21-601-MIF1996030)	**Structure et tendances de l'emploi rural au Canada et dans les pays de l'OCDE**, Ron Cunningham et Ray D. Bollman
N° 31*	(21-601-MIF1996031)	**Une nouvelle approche pour les régions autres que les RMR/AR**, Linda Howatson-Leo et Louise Earl
N° 32	(21-601-MPF1996032)	**L'emploi dans l'agriculture et ses industries connexes en région rurale : structure et changement 1981-1991**, Sylvain Cloutier
N° 33*	(21-601-MIF1998033)	**Exploiter une ferme d'agrément - pour le plaisir ou le profit?**, Stephen Boyd
N° 34*	(21-601-MIF1998034)	**Utilisation de la technologie d'imagerie documentaire dans le recensement canadien de l'agriculture de 1996**, Mel Jones et Ivan Green
N° 35*	(21-601-MIF1998035)	**Tendances de l'emploi au sein de la population active non métropolitaine**, Robert Mendelson
N° 36*	(21-601-MIF1998036)	**La population des milieux ruraux et des petites villes s'accroît pendant les années 90**, Robert Mendelson et Ray D. Bollman
N° 37*	(21-601-MIF1998037)	**La composition des établissements commerciaux dans les petites et les grandes collectivités du Canada**, Robert Mendelson
N° 38*	(21-601-MIF1998038)	**Le travail hors ferme des exploitants de fermes de recensement : Aperçu de la structure et profils de mobilité**, Michael Swidinsky, Wayne Howard et Alfons Weersink
N° 39*	(21-601-MIF1999039)	**Le capital humain et le développement rural : quels sont les liens?**, Ray D. Bollman
N° 40*	(21-601-MIF1999040)	**Utilisation de l'ordinateur et d'Internet par les membres des ménages ruraux**, Margaret Thompson-James
N° 41*	(21-601-MIF1999041)	**Les cotisations aux REER des producteurs agricoles canadiens en 1994**, Marco Morin
N° 42*	(21-601-MIF1999042)	**Intégration des données administratives et des données d'enquête de recensement**, Michael Trant et Patricia Whitridge
N° 43*	(21-601-MIF2001043)	**La dynamique du revenu et de l'emploi dans le Canada rural : le risque de la pauvreté et de l'exclusion**, Esperanza Vera-Toscano, Euan Phimister et Alfons Weersink
N° 44*	(21-601-MIF2001044)	**Migration des jeunes ruraux entre 1971 et 1996**, Juno Tremblay
N° 45*	(21-601-MIF2001045)	**Évaluation du bien-être économique des Canadiens ruraux au moyen d'indicateurs de revenu**, Carlo Rupnik, Margaret Thompson-James et Ray D. Bollman
N° 46*	(21-601-MIF2001046)	**Tendances géographiques du bien-être socioéconomique des collectivités des Premières nations**, Robin P. Armstrong
N° 47*	(21-601-MIF2001047)	**Répartition et concentration des animaux de ferme au Canada**, Martin S. Beaulieu
N° 48*	(21-601-MIF2001048)	**Élevage intensif des animaux de ferme : la taille de l'exploitation a-t-elle son importance?**, Martin S. Beaulieu
N°49*	(21-601-MIF2001049)	**La statistique agricole au service du développement rural**, Ray D. Bolllman
N°50*	(21-601-MIF2001050)	**Situation relative à l'emploi dans les régions rurales et les petites villes : Structure par industrie**, Roland Beshiri et Ray D. Bolllman
N°51*	(21-601-MIF2001051)	**Le temps passé au travail : Comment les agriculteurs jonglent avec leur temps et incidences sur le revenu familial total**, Sylvain Cloutier
N°52*	(21-601-MIF2001052)	**Le profil des producteurs de maïs-grain et de soya génétiquement modifiés au Québec et en Ontario**, Bernard Hategekimana
N°53*	(21-601-MIF2002053)	**Intégration des marchés des bovins du Canada et des États-Unis**, Rita Athwal
N°54*	(21-601-MIF2002054)	**Maïs-grain et soya génétiquement modifiés au Québec et en Ontario en 2000 et 2001**, Bernard Hategekimana

Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural (fin)

(* La *Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural* est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page d'*accueil* de Statistique Canada, sélectionnez *Publications* et sous *Publications Internet gratuites*.

N°55*	(21-601-MIF2002055)	**Tendances migratoires récentes dans les régions rurales et petites villes du Canada**, Neil Rothwell et autres
N°56*	(21-601-MIF2002056)	**Rendement du secteur du commerce de détail des aliments dans la chaîne agroalimentaire**, David Smith et Michael Trant
N°57*	(21-601-MIF2002057)	**Caractéristiques financières des entreprises acquises dans l'industrie alimentaire canadienne**, Martin S. Beaulieu
N°58*	(21-601-MIF2002058)	**Structure des échanges provinciaux**, Marjorie Page
N°59*	(21-601-MIF2002059)	**Analyse de la rentabilité dans le secteur de la transformation des aliments au Canada**, Rick Burroughs et Deborah Harper
N°60*	(21-601-MIF2002060)	**La diversification du monde rural**, Marjorie L. Page
N°61*	(21-601-MIF2002061)	**Définitions de « rural »**, Valerie du Plessis et autres
N°62*	(21-601-MIF2003062)	**Profil géographique des animaux de ferme au Canada, 1991-2001**, Martin S. Beaulieu et Frédéric Bédard
N°63*	(21-601-MIF2003063)	**Disparité infraprovinciale des revenus au Canada : Données de 1992 à 1999**, Alessandro Alasia
N°64*	(21-601-MIF2003064)	**Les économies et le commerce agricoles Canada-Mexique : des relations nord-américaines plus étroites**, Verna Mitura et autres
N°65*	(21-601-MIF2003065)	**Adoption de technologies informatiques par les entreprises agricoles canadiennes : analyse fondée sur le Recensement de l'agriculture de 2001**, Jean Bosco Sabuhoro et Patti Wunsch
N°66*	(21-601-MIF2004066)	**Facteurs d'utilisation d'Internet à la maison au Canada, 1998 à 2000**, Vik Singh
N°67*	(21-601-MIF2004067)	**Cartographie de la diversité socioéconomique du Canada rural : Une analyse multidimensionnelle**, Alessandro Alasia
N°68*	(21-601-MIF2004068)	**Incidence de l'investissement direct étranger sur le secteur agroalimentaire : analyse empirique**, W.H. Furtan et J.J. Holzman
N°69*	(21-601-MIF2004069)	**Le secteur canadien des bovins de boucherie et les répercussions de l'ESB sur le revenu des familles agricoles**, Verna Mitura et Lina Di Piétro
N°70*	(21-601-MIF2004070)	**Mesure de la concentration dans les industries de transformation des aliments**, Darryl Harrison et James Rude
N°71*	(21-601-MIF2004071)	**Tendances de l'activité liée au travail autonome non agricole chez les femmes des régions rurales**, Valerie du Plessis
N°72*	(21-601-MIF2004072)	**Remaniement de l'Indice des prix des produits agricoles au Canada**, Andy Baldwin
N°73*	(21-601-MIF2005073)	**L'incidence de l'urbanisation sur l'adoption des systèmes de gestion de l'environnement dans l'agriculture canadienne**, Udith Jayasinghe-Mudalige, Alfons Weersink, Brady Deaton, Martin Beaulieu et Mike Trant
N°74*	(21-601-MIF2005074)	**Facteurs favorisant la mise en œuvre des meilleures pratiques de gestion du fumier dans les exploitations porcines**, Diep Le et Martin S. Beaulieu
N°75*	(21-601-MIF2005075)	**La compétitivité de l'industrie de la transformation de la volaille au Canada**, Hao et autres
N°76*	(21-601-MIF2005076)	**Compétences, innovation et croissance : Les questions clés du développement rural et territorial – Survol de la documentation**, Alessandro Alasia
N°77*	(21-601-MIF2006077)	**Profil géographique de la production de fumier au Canada, 2001**, Nancy Hofmann et Martin S. Beaulieu
N°78*	(21-601-MIF2006078)	**Facteurs influant sur l'innovation en biotechnologie au Canada : analyse des données de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 2001**, Daryl van Moorsel, J.A.L. Cranfield et David Sparling
N°79*	(21-601-MIF2006079)	**Analyse du financement de l'innovation et de la commercialisation des aliments fonctionnels et des nutraceutiques dans le secteur canadien**, John Cranfield, Deepananda Herath, Spencer Henson and Dave Sparling.
N°80*	(21-601-MIF2006080)	**Impact des caractéristiques des exploitations porcines sur leur succès financier**, Véronique Maltais.